

DE QUELQUES APPORTS DE L'HISTOIRE A LA SOCIOLOGIE.

Pour bien situer les apports de l'histoire à la sociologie, il faudrait au préalable tracer toutes les vicissitudes de la querelle qui depuis bientôt deux siècles a tantôt confronté et tantôt affronté les sociologues et les historiens. Je n'ai ni l'érudition ni le temps de m'engager dans une entreprise intellectuelle si complexe et délicate, ce dont, je l'espère vous m'excuserez. Un bref survol, peut-être, nous suffira.

Les questions controversées que posent les relations entre l'histoire et la sociologie ont toujours été fort nombreuses et surtout fort disparates. Elles ont varié, par ailleurs, de façon significative, au fil des changements intervenus dans les différentes tendances et écoles. Pour des raisons de simplicité, nous pouvons les réduire essentiellement à deux : l'une relevant de la classification des sciences et l'autre de l'épistémologie proprement dite.

La première consistait à se demander si la place de science des sciences des hommes revenait à l'histoire ou à la sociologie. Evidemment, selon que la priorité était reconnue à tel ou tel aspect, on aboutissait à réduire une discipline à l'autre. Tantôt donc on proclamait la supériorité de la sociologie, et par voie de conséquence l'assimilation de l'histoire à la sociologie, tantôt on déniait à la sociologie un domaine cognitif spécifique, et tout aussi naturellement on l'annexait à l'histoire, en tant que sous-domaine ou science auxiliaire, au même titre que la numismatique ou la sigillographie.

La deuxième était plus futée. En postulant une différence foncière entre les deux disciplines, en attribuant à l'une un domaine très vaste, celui du présent, et à l'histoire le champ du passé, grevé de toutes les servitudes de la documentation, n'attirait-on pas l'attention sur l'infériorité épistémologique de l'histoire par rapport à la sociologie, sur sa situation subalterne ?

A ce propos comment ne pas penser à cette dispute célèbre sur la méthode historique et les sciences sociales qui au début de ce siècle passionna nos grands-pères et alimenta les débats de maints congrès et les polémiques dans des revues savantes ? A relire ces débats, à parcourir ces polémiques si vives et si agressives, on ne peut pas s'empêcher de penser que pour nos grands-pères les distances entre la sociologie et l'histoire devaient paraître très grandes, franchement insurmontables. En écoutant parler surtout les sociologues, il n'est pas malaisé d'entrevoir ici une supériorité condescendante, présager là un mépris à peine retenu. Le dédain pour l'assemblage de

faits disparates, pour la reconstruction des événements en leur singularité ; cette tâche ne visait, disait-on, qu'à faire passer les faits de l'aléatoire à la cohérence logique, par l'intermédiaire de causalités singulières ; bref la commisération pour « la poussière des faits » et pour la contrainte littéraire où s'enfermaient les reconstructions historiques allait de pair avec le dédain pour l'imprécision et l'arbitraire des explications dites historiques. Même dans les cas où l'effort portait sur l'établissement de relations causales, comme dans l'œuvre de Paul Lecombe, ou bien s'attachait à reconnaître des déterminismes dans l'événementiel, ou des lois tendanciennes dans les processus d'évolution, la supériorité de la sociologie sur l'histoire était affichée. Relisez le célèbre article du plus acariâtre des critiques de l'histoire, j'ai cité bien sûr François Simiand. Sa position est sans nuance : il n'est guère possible d'expliquer scientifiquement le singulier, d'élever la connaissance historique à la dignité de science, bref d'établir des lois. Pourquoi, de grâce, demandait-on, en pensant à tous les travaux d'histoire ancienne qui s'inspirant du marxisme ouvraient de nouvelles voies dans la direction de Simiand ? Pour celui-ci il n'y avait pas de doute : il n'y a de connaissance que lorsqu'il y a des lois et il n'y a de lois que des phénomènes collectifs. Puisque les accidents et les actions individuelles composent et délimitent le domaine de l'histoire, puisque celle-ci n'a pas à s'occuper des phénomènes collectifs, il en découle que les historiens sont exclus du paradis de la science. Et pourtant il y a d'autres domaines, par ex. en astronomie, où l'on est en présence d'un phénomène unique et qui ne se reproduira jamais. On l'étudie grâce à l'ergodisme et la stationnarité mais personne ne conteste à l'astronomie le titre de science.

La riposte de ceux pour lesquels seul l'individuel est réel ou seul le singulier est intéressant, était prévisible. Tous les historiens refusaient la condition inférieure que Simiand leur octroyait, mais avec des motivations différentes. La conscience collective ? Les documents n'en parlent pas. Les réalités sociales ? Oui, mais comment les identifier si on fait abstraction de la multiplicité des événements singuliers ? Les causes ? Comment les déceler entre des antécédents, des motifs et des implications déjà sélectionnées par les documents ? Henri Hauser allait plus loin que les autres en rappelant avec vigueur qu'une société est une singularité mobile à existence permanente ; une société constitue un tout organique, une « Zusammenhang » dont il importe de saisir la spécificité de la solidarité interne.

Bref, les distances étaient aussi grandes que l'incompréhension mutuelle. Et pourtant, à lire les livres des fortes têtes de l'époque, on a le sentiment que les choses en vont autrement. Par exemple, aucun des trois grands sociologues du début du siècle, Durkheim, Pareto et Max Weber n'a sous-estimé l'histoire. Celui qui paraît le plus éloigné de la mentalité historique, Emile Durkheim, n'écrivait-il pas déjà en 1888 : « Je sais bien que l'historien n'est pas un généralisateur ; son rôle tout spécial est, non de trouver des lois, mais de rendre à chaque temps,

à chaque peuple, son individualité propre et sa physionomie particulière. Il reste et doit rester dans le particulier. Mais enfin, si particuliers que soient les phénomènes qu'il étudie, il ne se contente pas de les décrire, il les enchaîne les uns aux autres, il en cherche les causes et les conditions. Pour cela il fait des inductions et des hypothèses... ». Changea-t-il d'avis avec les années ? Point du tout ; une vingtaine d'années plus tard, Durkheim précisait : « Il y a, dans l'histoire, du général et du permanent qui peut être traduit en lois ; mais il y a aussi du variable, du contingent, qui est imprévisible. L'origine des contingences et l'individu dans toutes ses formes... [voici le domaine de l'histoire]. Le domaine du nécessaire est le domaine de la sociologie. » Histoire, science du contingent, par rapport à la sociologie, science de la nécessité ? Pourquoi pas, pourvu qu'on puisse départager ou distinguer le contingent du nécessaire. Ne pouvant pas donner des recettes pour une telle distinction, Durkheim n'hésitait pas à déclarer : l'histoire est le seul instrument dont dispose le sociologue pour résoudre ces sortes de questions... En un mot, l'histoire joue, dans l'ordre des réalités sociales, un rôle analogue à celui du microscope dans l'ordre des réalités physiques... La sociologie est donc, en grande partie, une sorte d'histoire entendue d'une certaine manière ». D'où la conclusion presque banale : « Nous sommes convaincu... qu'un jour viendra où l'esprit historique et l'esprit sociologique ne différeront plus que par des nuances. »

La position de Pareto, tout en étant moins claire que celle de Durkheim, est néanmoins très univoque à propos de l'histoire. Pour lui, l'histoire est une suite de faits, ressuscités au moyen d'un récit par l'historien, lequel les expose en suivant une méthode chronologique après les avoir individualisés le plus précisément possible. Comme on ne peut faire de contrôles expérimentaux dans les sciences sociales, il faut utiliser surtout l'observation. On peut observer les phénomènes du présent au moyen de la statistique et d'autres techniques, mais ces phénomènes-là demeurent assez peu nombreux, quoi qu'en pense, et pas aussi riches d'enseignements que les phénomènes du passé, d'où, ajoute Pareto : « l'immense valeur des études historiques, lesquelles élargissent considérablement le champ de nos observations ». Les études historiques intègrent et complètent les études du présent, et grâce à elles nous pouvons effectivement connaître la structure des actions sociales et élaborer ainsi une théorie des sociétés. L'histoire pour Pareto est un dépôt d'expériences et une banque de données, sans lesquels il n'y aurait pas de savoir sociologique. Que Pareto eût tendance, dans son travail de tous les jours, à utiliser l'histoire en tant que collection de faits tirés au hasard d'auteurs et d'époques les plus divers et dont souvent il n'y a pas lieu d'apprécier la valeur représentative, c'est un fait. Maurice Halbwachs a très pertinemment observé à propos du *Traité de sociologie générale* : « M. Pareto part bien des faits réels, mais il postule l'existence, au sein des faits, de noyaux abstraits, que son analyse l'aide à dégager, et qui de-

viennent la matière propre de ses constructions. C'est-à-dire qu'il perd tout contact, à partir de ce moment, avec la réalité. »

Ce n'est assurément pas le cas pour le plus grand de tous ces sociologues, pour Max Weber. Lui aussi estime qu'il est impossible de trouver des lois sociologiques, d'établir des types idéaux sans les tirer de l'action historique elle-même. Tous les lecteurs de Weber, de Raymond Aron à Julien Freund et Pietro Rossi, s'accordent à reconnaître que dans la pensée de ce géant il y a une solidarité étroite entre l'histoire et la sociologie, entre l'analyse des événements et l'établissement de propositions générales. La compréhension du fait social exige que l'on recoure à des propositions générales, et celles-ci ne peuvent être démontrées qu'à partir d'analyses et de comparaisons historiques.

Pas de sociologie sans histoire, et pas d'histoire sans sociologie. Werner Sombart et tous les savants qui ont participé à ce qu'on a appelé la *Methodenstreit* ne douteront plus d'une telle affirmation. Et moins que jamais la descendance hétérodoxe de Weber, même G. Lukacs et K. Korsch, même celle qui aura son centre à l'Institut für Sozialforschung de Francfort.

Depuis les années '20, personne ne doutera plus que la perspective historique soit indispensable au travail sociologique. L'anthropologie, en toutes ses tendances évolutionnistes, diffusionnistes et fonctionnalistes, faisait de plus en plus une place de choix à l'histoire. De même toutes les autres sociologies spéciales : il suffit de penser à l'œuvre de F. Oppenheimer, *Der Staat*, sans parler de toutes les recherches sur l'autorité, la famille, la bureaucratie moderne, l'influence économique des religions, etc., etc. Rarissimes sont les exceptions : Leopold von Weisze en Allemagne et surtout Benedetto Croce. Si le premier négligeait l'histoire, le second niait l'existence même de la sociologie en tant que discipline cognitive. Pour ce grand Napolitain il n'y a que l'histoire, la science de toutes les sciences, englobant toutes les manifestations possibles de la vie en société, tout le réel, manifestation suprême de l'esprit absolu. Croce affirmait sans nuances : « La seule forme de connaissance est la connaissance historique. » A quoi répondait le fascinant et passionnant Marcel Mauss : « Nous avons eu toujours le sens de ce qu'il y a de spécifique dans chaque société. Chaque système de faits sociaux a en effet son essence, sa quiddité, que celle-ci limite telle ou telle tribu dite sauvage, ou qu'elle constitue l'individualité, ce qu'on appelle l'âme, ... d'un grand peuple. » En France commence la période de Bloch, de Febvre et des « Annales » ; le débat sur la connaissance historique engage la fine fleur des savants français et sera élevé à un niveau non encore dépassé par Raymond Aron. Le sociologue que je suis n'a pas honte de dire que depuis la fondation des « Annales » et jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, les seuls livres intéressants de sociologie ont été écrits par les historiens des « Annales ». Faut-il citer des noms ? Tout le monde les

connaît. Il était donc presque normal que Marc Bloch dise dans son *Apologie pour l'histoire* : « Il n'y a... qu'une science des hommes dans le temps et qui sans cesse a besoin d'unir l'étude des morts à celle des vivants. » Même dans le pays de l'impérialisme sociologique la situation n'est guère défavorable à l'histoire, bien au contraire. Il est vrai que le tourmenté Wright Mills reproche à ses collègues américains de ne pas « poser convenablement les problèmes de notre temps, et notamment celui de la nature des hommes », car ils ont perdu « de vue que l'histoire est le nerf de la science sociale », car ils refusent « d'honorer le principe selon lequel il faut perfectionner une psychologie de l'homme qui soit fondée sur la sociologie et en accord avec l'histoire. S'il est coupé de l'histoire et s'il n'aborde pas les choses de la psychologie avec un esprit historique, le sociologue n'est pas en mesure de poser convenablement les problèmes qui doivent aujourd'hui orienter ses recherches ». Mais Wright Mills est un cas à part. De Lazarsfeld à Lipset, de la sociologie comparée à la science politique, jamais l'histoire ne fut autant courtisée et exploitée. Des branches entières du savoir ont été fondées à partir de l'histoire, sur l'histoire. Il suffit de penser à la théorie des relations internationales et à ce maître-livre qu'est *Guerre et Paix entre les nations* de Raymond Aron.

L'affaire semblait être classée pour de bon, lorsque Claude Lévi-Strauss relança le débat vers 1949, en voulant montrer « que la différence fondamentale entre les deux [disciplines] n'est ni d'objet, ni de but, ni de méthode ; mais qu'ayant le même objet, qui est la vie sociale ; le même but, qui est une meilleure intelligence de l'homme ; et une méthode où varie seulement le dosage des procédés de recherche ; elles se distinguent surtout par le choix de perspectives complémentaires : l'histoire organisant ses données par rapport aux expressions conscientes, l'ethnologie [ou la sociologie] par rapport aux conditions inconscientes, de la vie sociale ». Les historiens des « Annales » se sentirent touchés par une telle division des tâches. N'avaient-ils pas essayé de récupérer le non événementiel dans l'histoire, n'avaient-ils pas, dès Fernand Braudel, mis l'accent sur les conditions latentes de la vie sociale ? N'avaient-ils pas essayé d'expliquer les sociétés par leur système de fonctionnement, par leurs modes de production manifestes et latents ? Leur amour-propre ne fut pas non plus satisfait lorsque, dans *Du miel aux cendres*, Lévi-Strauss dira : « En affirmant ses prétentions aussi résolument qu'elle l'a fait dans ce livre, l'analyse structurale ne récusé donc pas l'histoire. Bien au contraire, elle lui concède une place de premier plan : celle qui revient de droit à la contingence irréductible sans laquelle on ne pourrait même pas concevoir la nécessité ». Braudel, dans deux articles retentissants, essaya de renverser le problème. La seule chose essentielle est la durée, la longue durée : « Ce n'est pas à l'histoire qu'en ont, finalement et inconsciemment, les sociologues, mais au temps de l'histoire, — cette réalité qui reste violente, même si l'on cherche à l'aménager, à la diversifier. Cette contrainte à laquelle l'historien n'échappe jamais,

les sociologues, eux, y échappent presque toujours : ils s'évadent, ou dans l'instant, toujours actuel, comme suspendu au-dessus du temps, ou dans les phénomènes de répétition qui ne sont d'aucun âge ; donc par une démarche opposée de l'esprit, qui les cantonne soit dans l'événementiel le plus strict, soit dans la durée la plus longue. Cette évasion est-elle licite ? Là est le vrai débat... » Peut-être, quoique je n'en sois pas convaincu. La durée, qu'est-ce que c'est ? Et puis est-ce vraiment la durée qui caractérise l'histoire ? Le problème est plutôt autre : il y a une histoire des événements, ou des manifestations visibles et en partie contingentes, et une histoire des dynamismes sous-jacents ou des processus d'élaboration et de développement. Chaque phénomène se compose de l'un et de l'autre. Le temps y est incorporé, est subordonné à cette intégration croissante, à cette organisation progressive ou structuration. Temps longs ? Plutôt, temps réversible et cumulatif, changeant d'après les besoins et les nécessités de chaque culture. Temps en tant qu'élément des transformations, en tant que rythme marquant les passages d'une équilibration à l'autre, d'un stade à l'autre. En ce sens le temps est englobé en tout, même dans l'événement, qu'il a contribué à mûrir ; même dans le non-événementiel dont il a ponctué les équilibrations, dont il a scandé le possible et le réel. Temps courts et temps longs ? Cela dépend de la conception que chaque culture s'en faisait. La question est autre, et je crois qu'Alain Dufour dans son livre *Histoire politique et psychologie historique* l'a bien caractérisée : « Nous étudions l'histoire... pour connaître le monde dans lequel nous vivons, la réalité sociale qui nous entoure, en tant que ce monde et que cette réalité se composent d'éléments qui sont anciens, ou en des précédents, et ne se laissent comprendre que par leur genèse. L'objet de l'histoire est donc, avant tout, ce qui change, ce qui se métamorphose — ou s'est métamorphosé... L'histoire analysera des états de choses et des évolutions... Elle en connaîtra les intentions et en suivra attentivement les résultats. »

Le sociologue tenant du structuralisme génétique ne peut qu'être d'accord.

Cela dit, rappelons très brièvement les apports de l'histoire au travail du sociologue. Il n'y a pas de secteur en sociologie dans lequel nous puissions nous priver de l'histoire. De la sociologie de la sociologie à la sociologie de la connaissance, de la sociologie théorique à la méthodologie. Faut-il citer Raymond Aron ou Alvin Gouldner ou bien les Talcott Parsons, les Robert Merton et les Paul F. Lazarsfeld ? Même à une époque où l'histoire avance par bonds et où la discontinuité semble détruire ce que Jean Piaget appelle la pression d'une génération sur l'autre, le rôle de l'histoire est tout à fait complémentaire à celui de la sociologie. Il y a au moins trois points stratégiques dans l'aide que l'histoire peut apporter à la sociologie. Ils ont été peut-être choisis en fonction de mes préoccupations, mais ils sont stratégiquement importants : 1. l'élaboration de nouvelles hypothèses et choix des problè-

mes à étudier ; 2. l'évaluation des méthodologies et des techniques à la lumière des conditions sociales d'application ; 3. la sociologie comparée.

1. Elaboration de nouvelles hypothèses et choix des problèmes à étudier.

Je crois qu'il n'est pas nécessaire de dire mal ce que chacun peut lire dans le chapitre 8 de *L'imagination sociologique* de Wright Mills ou dans *La structure des révolutions scientifiques* de Thomas S. Kuhn. L'histoire est, à ce point de vue, le seul terrain de chasse pour le sociologue. Elle et elle seulement nous met en garde contre les erreurs, les mythes et les superstitions, contre les banalités. Combien de temps et d'efforts la sociologie de la jeunesse aurait épargnés si nous avions lu et compris les livres de Ph. Ariès et de P. Lasslett ; combien de banalités nous aurions évité de lancer sur le marché si nous avions étudié le fossé des générations, les cultures des jeunes. Sans parler de la sociologie de la socialisation. Tout récemment, un excellent sociologue français, Jean-René Tréauton nous rappelait : « Toute histoire des idées et des pratiques sociales (c'est bien de cela qu'il est question sous couvert de sociologie) apparaît comme une entreprise vouée à l'échec si son auteur ne la situe pas, avec scrupule, dans le contexte matériel et moral de l'époque. » On ne pouvait mieux dire ! Comment étudier l'apprentissage politique, sans connaître les traditions, les attaches et tous les facteurs qui ont contribué, tout au long de la vie des groupes culturels, à déterminer des modèles de comportements, repris et standardisés par les institutions ? Et comment départager le futile et l'inutile dans la construction de nos objets sans l'histoire ? A ce propos je ne peux pas ne pas penser que sans l'histoire, des sujets tels que le mode de production asiatique, la sociologie du totalitarisme, la sociologie de la famille et l'éclipse du sacré ou du tragique dans nos sociétés n'auraient jamais eu le développement qu'on leur connaît. Sans l'histoire, il n'y aurait pas eu des livres sociologiques comme ceux de Karl Wittfogel, *Le despotisme oriental*, ou de Georges W.F. Hallgarten, *Imperialismus vor 1914*, ni les beaux travaux de Jean Baechler sur *Les phénomènes révolutionnaires* et sur *L'origine du capitalisme*.

2. Evaluation des méthodologies et des techniques à la lumière des conditions sociales d'application.

A un moment où les bouleversements de technologie très avancée ont bouleversé notre métier ; à un moment où les banques de données et les traitements électroniques des faits nous imposent des pratiques très contraignantes, je pense que la vieille, bonne méthode historique, la recherche méthodique des témoignages, l'établissement critique des faits, leur évaluation, doivent entrer de plein droit dans nos apprentissages sociologiques. C'est grâce à l'érudition historique que nous pouvons écarter de nos banques de données les futilités. Par ailleurs l'histoire nous permettra de situer et évaluer les trouvailles prétendument nouvelles. Combien d'efforts et de truismes évités si Lazarsfeld

nous avait donné quelques décennies auparavant son histoire de la quantification ; combien de polémiques évitées sur la recherche empirique si Oberschall et Lazarsfeld nous avaient montré vers les années '40 où se situe l'origine de la pensée de Max Weber et quelle est la véritable portée de l'analyse empirique de l'action sociale. Par ailleurs, une certaine pratique pédagogique de la méthodologie a accrédité le mythe de l'efficacité absolue des techniques et de la neutralité des méthodes logico-mathématiques. L'histoire des méthodes nous permet d'entrevoir les intérêts extra-scientifiques et les conditionnements sociaux que telle ou telle autre méthode véhicule ou a véhiculés. Comment une méthode a été interprétée, accueillie, travestie par les forces sociales, quel usage en ont fait les sociologues. Grâce à cette étude historique, il est possible d'évaluer à la fois la portée sociale d'une méthode et de déceler les conditions nécessaires pour qu'elle produise des résultats dans certaines situations. L'histoire des typologies en dit long à ce propos. On pourrait également ajouter que les livres d'histoire pourraient être utilisés par les sociologues pour mieux fonder les théories macrosociologiques. L'analyse secondaire pourrait permettre l'utilisation de données de nature et de composition très diverses, recueillies par les historiens pour analyser scientifiquement les mouvements sociaux ou politiques. Je pense qu'au cours des années prochaines l'analyse secondaire risque de devenir très importante en sociologie, car, selon l'hypothèse de R. Boudon dans *La crise de la sociologie*, « le sociologue a dû payer un certain prix pour obtenir l'avantage et la liberté de recueillir lui-même ses données et que l'extension des *sondages sociologiques*... a entraîné certaines disfonctions ou simplement certaines insuffisances dans la recherche sociologique ».

3. La sociologie comparée.

Le troisième point stratégique, et probablement le plus important, est celui que nous nommons sociologie comparée. La sociologie comparée a toujours utilisé l'histoire pour étudier les processus sociaux et politiques, les institutions, les organisations. La comparaison s'est toujours faite entre temps égaux, ou plutôt donnés en tant que tels. En bref, la comparaison a toujours été synchronique, ce qui a permis l'utilisation de la condition *uteris paribus*. Or, il faut aller plus loin, faire la comparaison de type diachronique, longitudinale. Cela serait nettement plus intéressant, encore qu'il faille s'habituer à manier la clause *ceteris non-paribus*. Ce type de comparaison, déjà largement utilisée par Eisenstadt, Lipset, Rokkan et Almond, permet d'établir des relations entre des éléments structuraux de systèmes globaux différents. Un excellent exemple de cette alliance entre la sociologie et l'histoire est l'étude de Charles E. Frye sur les relations empiriques entre le système des partis, les groupes de pressions et la stabilité politique en Allemagne à l'époque de la république de Weimar et de la R.F.A. D'autres exemples valables me semblent fournis par les travaux de Gino Germani sur la modernisation des sociétés. Et on pourrait en citer d'autres, comme

ceux de Raymond Aron et de son Centre européen de sociologie historique.

Pour conclure d'un mot : il me semble qu'il n'y a pas de possibilité véritable de développement pour la sociologie sinon dans la mesure où on travaille la main dans la main avec l'historien. Il y a des problèmes à résoudre pour rendre cette collaboration plus efficace, mais à tout prendre, ce sont des problèmes simples. Une telle collaboration serait profitable aux historiens et aux sociologues. Comment la rendre possible, cette collaboration ? Là il faudrait discuter de l'absurde situation universitaire actuelle qui place l'histoire dans les facultés des lettres. Mais me voici loin de mon sujet, en face d'un autre qu'il faudrait bien discuter une autre fois. C'est pour cela que je m'arrête et vous remercie de votre attention.

G. BUSINO.